

## Déclaration de la FSU 95 au CT du jeudi 16 avril 2020

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, mesdames, messieurs,

Nous ne pouvons démarrer cette déclaration sans évoquer le contexte sans précédent dans lequel se tient ce CT.

La crise sanitaire inédite que nous vivons actuellement confirme, s'il en était besoin, l'utilité des services publics, dont celui de l'éducation.

Pour la prochaine rentrée, le SNUipp-FSU réclamait un moratoire sur les opérations de carte scolaire, en les limitant aux seules ouvertures de classes là où elles sont nécessaires. Nous demandions également une dotation supplémentaire permettant d'alléger les effectifs, de développer les RASED et les maîtres supplémentaires. Cela dans toutes les écoles, afin de reconstruire ce que cette crise sanitaire aura chamboulé et peut-être enfin s'attaquer franchement aux inégalités.

Le ministre semblait en avoir tenu compte puisqu'il annonçait fin mars « qu'il n'y aurait pas de fermetures en zone rurale sans l'accord du maire » et une « enveloppe de postes supplémentaires pour prendre en compte le caractère exceptionnel de la situation, et pouvoir ainsi limiter les fermetures en milieu urbain. »

Les 127 postes initialement alloués au département, alors que près de 1600 élèves supplémentaires sont attendus à la rentrée prochaine étaient bien insuffisants au regard de la situation démographique de notre département, la poursuite du déploiement des dispositifs de classes dédoublées y compris en grande section de maternelle, les nécessaires réabonnements des réseaux d'aide et du remplacement.

Lors du groupe de travail, et suite aux annonces du ministre un certain nombre de maires se sont opposés aux fermetures de classe dans leur commune. Par contre, des fermetures sont proposées en éducation prioritaire y compris en REP +. Par ailleurs, nous ne constatons pas une baisse des effectifs significative dans ces secteurs. Nous espérons que la dotation supplémentaire permettrait de revoir les propositions afin que la rentrée prochaine ne se fasse pas dans des conditions encore plus dégradées pour les enseignants et les élèves.

Car, nous savons tous, que la période actuelle, malgré tout l'engagement des collègues ne fera qu'accroître les inégalités entre les élèves. Il nous faudra toutes et tous être vigilants lors de la reprise afin qu'aucun enfant ne soit lésé par cet épisode extrêmement difficile pour tous. La prochaine rentrée doit se faire avec tous les moyens nécessaires pour permettre à chaque élève de pouvoir accéder aux apprentissages et réussir dans les meilleures conditions.

Le ministre est-il donc sérieux lorsqu'il annonce une dotation complémentaire de 22 postes pour l'académie de Versailles ? Il s'agit là d'un mépris affiché inacceptable. Une fois de plus, le ministre a fait de la communication, qui ne se concrétise pas sur le terrain.

Une fois de plus, ce seront les équipes avec les directrices/teurs, les RASED, les équipes de circonscriptions qui pallieront le manque de moyens alloué à notre département.

Lundi soir 13 avril, le président de la république a annoncé une réouverture progressive des crèches, des écoles, des collèges et des lycées dès le 11 mai, arguant de sa réelle préoccupation pour les élèves les plus défavorisés. Nous ne nous y trompons pas, il s'agit bien d'une question économique et politique. La santé des élèves, des personnels et des familles ne saurait être sacrifiée au bénéfice de la reprise économique.

Cette annonce soulève des doutes et de vives inquiétudes chez nos collègues. En effet, ré ouvrir toutes les écoles quand par contre, la réouverture des lieux tels cafés, restaurants, cinémas...ne serait pas autorisée ? Cette contradiction laisse perplexe.

La situation sanitaire doit rester la préoccupation principale afin de ne pas relancer une seconde vague de la pandémie. Or, nous savons très bien que les enfants ont parfois du mal à respecter les gestes barrières et que l'école est un haut lieu de propagation des virus. C'est en ce sens qu'elles avaient été fermées à partir du 16 mars.

Un retour à l'école ne saurait être possible sans une sérieuse préparation et une garantie de protection sanitaire pour nos collègues et les élèves. Une réelle concertation doit avoir lieu avec les enseignant.es et leurs organisations syndicales.

Enfin, nous voulons terminer cette déclaration en ayant une pensée pour tous les personnels qui se démènent actuellement pour les malades, pour les élèves, pour la population et bien évidemment une pensée particulière pour nos collègues atteints par la maladie ou qui ont un de leur proche malade, voire décédé durant cette pandémie.